



LA POSTE

## Comité de grève des postiers du 92

# Le 11 juin, 18h30



**Gaël Quirante**  
Secrétaire départemental  
Demande d'autorisation de licenciement  
auprès de l'inspection du travail.  
10 heures de Garde à vue.



**Brahim Ibrahimi**  
Secrétaire départemental adjoint.  
3 mois de mise à pied.  
10 heures de Garde à vue.



**Mohamed Ziani**  
Représentant CHSCT SUD  
Licenciement pour faute lourde.  
10 heures de Garde à vue.



**Patricia Avice**  
Représentante CHSCT SUD  
Licenciement pour  
faute lourde



**Thibault Chevalier**  
Représentant CHSCT SUD  
Licenciement pour faute  
lourde.



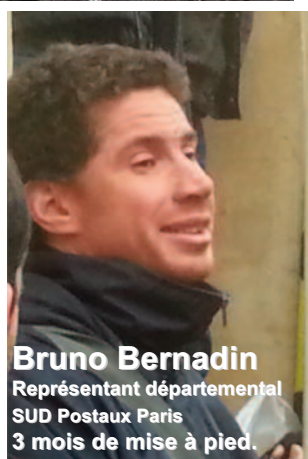
**Xavier Chiarelli**  
Secrétaire départemental adjoint SUD POSTE 92  
Entretien préalable au licenciement.



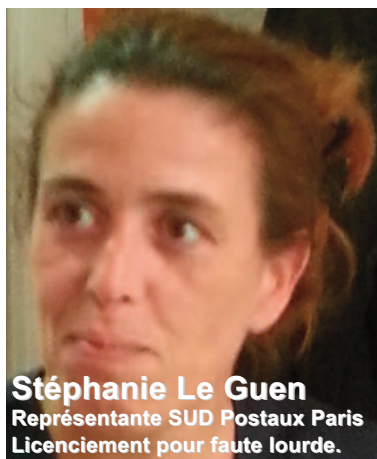
**Adil Safaoui**  
Entretien préalable au licenciement.



**Dalila Ben Farhat**  
Représentante CHSCT SUD  
10 heures de Garde à vue.



**Bruno Bernadin**  
Représentant départemental  
SUD Postaux Paris  
3 mois de mise à pied.



**Stéphanie Le Guen**  
Représentante SUD Postaux Paris  
Licenciement pour faute lourde.



**Olivier Rosay**  
Représentant départemental  
SUD Postaux Paris  
Audition disciplinaire.



**Emmanuel BIRBA**  
Représentant SUD  
Paris 5/6 PDC  
Audition disciplinaire.

# Stoppons la répression !

# Ils sont en grève depuis plus de 4 mois

## Soutenez les postiers du 92 !

### AU FAIT, C'EST QUOI LA POSTE AUJOURD'HUI ?

La Poste, Société Anonyme sous tutelle de l'Etat et du ministre Montebourg, illustre à sa façon comment le patronat conçoit le « *pacte de responsabilité* » et les 30 milliards de cadeaux du gouvernement. Après avoir reçu 293 millions en 2013 au titre du « *Crédit Impôt Compétitivité Emplois* » et engrangé 627 millions de bénéfices, l'entreprise continue à supprimer des milliers de postes tous les ans : objectif – 50 000 postes à « *l'horizon 2020.* »

Dans les Hauts-de-Seine, en plus de toucher ces subventions, la direction a décidé de ne plus embaucher que par le biais de contrats précaires. En 2013, elle a ainsi utilisé 300 jeunes et moins jeunes pour pallier les effectifs défaillants, et n'en a embauché que 140. Le gros avantage pour elle : ces emplois ne sont pas assujettis aux cotisations sociales et le salaire net est en partie (entre 45 % et 80 % pour les Contrats d'Insertion) payé par l'État. Évidemment, La Poste ne rend de comptes à personne sur le bilan des mannes qui lui sont versées, elle continue à réduire les effectifs et trouve par cette méthode une main-d'œuvre flexible et disponible. Comme le disait le patron des Hauts-de-Seine : « *La Poste profite de l'effet d'aubaine lié aux dispositifs de formations, c'est normal.* »

Cette situation ne plaît pas aux postiers, d'autant moins qu'elle est un des leviers qui permet à La Poste de supprimer le principe « un facteur, une tournée ». A Rueil, les facteurs n'ont pas voulu continuer à regarder passer le train de la précarité.

### RUEIL : DES FACTEURS SOLIDAIRES

Le bureau des facteurs de Rueil est un des rares (le seul si on excepte les Caraïbes) à ne pas être passé aux nouvelles organisations du travail, dites « *facteur d'avenir* », et à ne pas avoir subi de réorganisation depuis 1999. La résistance acharnée des facteurs de Rueil a créé une ambiance un peu particulière sur ce bureau et y a permis de tisser des liens de solidarité entre travailleurs.

Le 5 janvier, après l'éviction d'une collègue qui terminait sa troisième année de CDD, une délégation de masse contraignait la direction à promettre qu'une collègue en contrat d'insertion verrait son contrat pérennisé le 28 janvier, date de la fin de sa « *mission* ». Le 28, elle se retrouvait au chômage malgré les promesses du début du mois. Une grève illimitée (suivie à 87 %) s'engageait le 29 janvier pour exiger son embauche. Rapidement, trois autres camarades en contrats précaires rejoignaient la grève et se battaient avec les titulaires.

Le contexte du mouvement favorisant les discussions, on découvrait qu'un jeune qui était passé par les cases « *insertion/CCD/contrat Pro* » avant d'aller pointer au chômage ne connaissait pas sa tutrice, celle qui était censée l'avoir formé pendant 6 mois. Celle-ci, gréviste, se rendait compte, au comble de l'étonnement, qu'elle avait signé (sans le savoir) les évaluations du jeune. Précisons un





Une semaine plus tard, toujours sans réponse de la direction - mise à part la sortie d'un notable : « *Ce ne sont pas les grévistes qui embauchent* » -, les facteurs de Rueil s'adressaient aux autres bureaux d'abord pour expliquer leur grève et ensuite pour tenter d'agréer les forces.

## **UNE EXTENSION, DE NOUVELLES REVENDICATIONS**

Les bureaux du 92 sont de petites structures, de moins de 100 postiers, et chaque grève locale, même majoritaire, souffre de faiblesse numérique et d'isolement. D'où la tradition sur le département de s'adresser aux autres bureaux : ce qu'ont fait les facteurs de Rueil avec un certain succès puisqu'ils ont été rejoints le 5 février par ceux de La Garenne Colombes/Bois Colombes et Courbevoie et le 11 février par ceux de Gennevilliers. Ces bureaux, en butte à des restructurations et suppressions d'emplois, sont entrés à leur tour en mouvement. Et c'est à près de 90 grévistes que la grève est entrée dans sa troisième semaine.

## **AUJOURD'HUI, MERCREDI 4 JUIN, LA GRÈVE DURE DEPUIS 128 JOURS.**

### **POURQUOI ?**

#### **D'abord, la direction est un peu dingue**

Alors que les négociations semblaient pouvoir aboutir à un compromis acceptable pour les deux parties, la direction a décidé qu'elle n'intégrerait pas les facteurs de Gennevilliers dans un éventuel protocole. Tranquillement, les cadres nous ont expliqué que la grève n'avait pas été suffisamment longtemps majoritaire et pas tout de suite. Si la grève est majoritaire aujourd'hui, elle ne l'a été que deux mois sur l'ensemble du conflit. Au fou !

De plus, alors qu'une collègue a travaillé 3 ans en CDD, La Poste ne veut pas l'embaucher sous prétexte qu'elle n'a pas le permis de conduire.

La Poste fait des ronds de jambe sur ses « principes » mais elle ne se contente pas de ça, elle tente en même temps de casser les grévistes.

## **La Poste veut briser les résistances**

Après 64 jours de grève, la direction ouvrait enfin des négociations. Problème : au même moment, elle entamait 7 procédures disciplinaires. Cela ne l'a pas empêchée de raconter aux médias et en interne qu'elle ne comprenait pas la volonté des grévistes de rester en grève. La réponse était pourtant simple : elle multipliait les agressions contre les représentants syndicaux et préparait des licenciements. Sous prétexte de soi-disant violences commises par les grévistes, la direction tape tous azimuts et a visiblement le soutien de notre ministère de tutelle.

## **La Poste et Montebourg main dans la main ?**

Cinq licenciements pour « faute lourde » (quatre dans le 92 et un sur Paris) ont été demandés par la direction, un camarade de Paris a été exclu 3 mois (pour avoir serré la main aux grévistes lors d'une occupation!), et trois autres sont en attente de conseil de discipline. Pour les patrons de La Poste, l'expression des grévistes en direction des non-grévistes est en soi "une violence" justifiant les sanctions. De leur côté, les pouvoirs publics ont fait très fort : quatre grévistes ont été retenus en garde à vue pour avoir prétendument blessé des vigiles privés au siège du Groupe. Une blague si on connaît la véritable histoire des visites des grévistes sur le site du Siège qui se sont souvent soldées par des coups ou jets de gaz lacrymo contre les facteurs.

Comment expliquer cet acharnement autrement que par le soutien étatique dont semble bénéficier la direction de La Poste ?

Quoi qu'il en soit, les grévistes ne lâcherons



pas leurs camarades, d'autant moins que d'autres grèves ont éclaté (entres autres) dans la région parisienne.

**ON LÂCHE RIEN !**

Aujourd'hui, la grève est encore majoritaire à Rueil, La Garenne-Colombes et Gennevilliers, et se maintient à 30% à Courbevoie. Des liens on été créés avec des grévistes de Paris XV et d'Epinay s/Orge – qui viennent eux aussi d'entrer en lutte contre des « réorganisations ». Des visites sur les différents piquets ont été organisées et des actions communes commencent à avoir lieu. C'est une opportunité de faire reculer la direction. Le 21 mai, des centaines de personnes se sont rassemblées devant le commissariat où nos quatre collègues



étaient en garde à vue. Nous lançons aujourd'hui un appel à un rassemblement large de nos collègues, des usagers, des militants syndicaux et politiques pour

dire STOP à la casse du service public postal et aux méthodes répressives employées par La Poste.



**Comment soutenir les Postiers en grève ?**

- ✓ Signez et faites signer la pétition de soutien en ligne :

[www.change.org/.../sud-poste-92-après-trois-mois-de-grève-soutenons-les-postiers-du-92](http://www.change.org/.../sud-poste-92-après-trois-mois-de-grève-soutenons-les-postiers-du-92)

- ✓ Envoyez vos chèques de soutien à l'ordre de SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal, 92250 La Garenne-Colombes (avec la mention « solidarité grève » au dos du chèque).

✓ Fête de soutien Samedi 7 juin 20h30 au 162 avenue de la République 92000 Nanterre (Métro Nanterre Ville).

Pour suivre les résumés quotidiens des Postiers du 92 en grève :

<http://grevedespostiersdu92.tumblr.com>

facebook : sudposte Hauts de Seine

**Rassemblement de soutien le mercredi 11 juin à 18h30 devant le siège de La Poste**  
 44 bd de Vaugirard à Paris, métro Montparnasse-Bienvenüe  
 L'ensemble des agents du 92 (DTELP et DOTC) seront couverts par un préavis de grève.